

Burundi - Débat : Mise au point six mois après la tentative de putschs

Deutsche Welle, 13.11.2015 [Mission spéciale sur le Burundi](#) Le 13 mai, un groupe de putschistes annonçait le renversement de Pierre Nkurunziza. Six mois plus tard, nous faisons le point sur la situation et donnons la parole à la fois au pouvoir et à l'opposition en exil. Les invités de cette mission spéciale, diffusée vendredi 13 novembre 2015 entre 17 heures et 18 heures en temps universel, étaient : Carina Tertsakian, experte du Burundi de Human Rights Watch, Willy Nyamitwe, conseiller principal en communication du président burundais, Pancrace Cimpayé, porte-parole du CNARED (le Conseil National pour le Respect de l'Accord d'Arusha et de l'Etat de Droit au Burundi), opposé au troisième mandat du président Nkurunziza, David Gakunzi, directeur du Paris Global Forum et Gelase Ndabirabe, porte-parole du CNDD-FDD.

Également dans cette mission, les difficultés des journalistes burundais restent à Bujumbura. Il y a six mois, les principaux médias indépendants avaient été saccagés. Conséquence: une absence d'information équilibrée et l'exode de nombreux professionnels vers les pays voisins ou lointains. Ceux restés au pays pratiquent le journalisme web et font face à diverses difficultés : intimidation, insécurité, arrestations, voire assassinats. Le constat de Antoinette Niragira, un de nos correspondants à Bujumbura. Il n'y a pas que les journalistes qui ont fui le Burundi... De nombreux habitants ont également quitté le pays, certains ont trouvé refuge au Rwanda. À Kigali, notre envoyé spécial Kossivi Tiassoua a rencontré une mère burundaise et ses deux enfants accueillis dans une famille rwandaise. La question de l'ethnicisation du conflit a été également un des points abordés pendant le débat. A ce sujet, écoutez le point de vue d'Ulrich Delius, de la Société allemande des peuples menacés, et aussi celui de l'avocat Maître Isidore Rufyikiri, actuellement à Kigali. Enfin, nous n'avons pas eu le temps de passer une interview avec Marguerite Barankitse, fondatrice de la Maison Shalom à Bujumbura, dont nous vous proposons ici la version intégrale. Elle donne son point de vue sur les moyens de mettre un terme à la crise actuelle au Burundi. Marguerite Barankitse a déjà quitté le Burundi, elle vit aujourd'hui en exil au Canada. Selon elle, il faut une force internationale pour protéger la population civile. Écoutez l'intégralité du débat